

QuestionChine.net

Éditorial

**Les convulsions de la  
croissance.**

François Danjou  
mercredi 9 juin 2010

Grâce à sa puissance financière incomparable, à son système politique centralisé et à ses banques d'Etat, vecteurs efficaces des investissements publics au profit des entreprises nationales et des grands projets d'infrastructure, la Chine a traversé la crise mondiale sans subir de secousses majeures.

La reprise est au rendez-vous, la production est à la hausse, les exportations ont repris, l'inflation est, pour l'heure, sous contrôle, et les investissements spéculatifs dans l'immobilier sinon arrêtés, du moins sévèrement encadrés. Enfin, les réserves de change accumulées atteignent 2440 milliards de dollars (+53% depuis 2008).

En revanche, le Régime, champion du pilotage macroéconomique et dont l'étonnante capacité de mobilisation s'était aussi exprimée lors du séisme du Qinghai, peine à répondre aux crises sociales qui secouent le pays depuis quelques semaines.

Il est vrai qu'il y a un an des consignes avaient été données aux juges et aux policiers pour plus de souplesse et de clémence. De même, la volonté du pouvoir de procéder à un rééquilibrage social, dont il fait sa priorité n'est pas en cause.

Il n'en reste pas moins que les relations qu'il entretient avec la société nouvelle, ses complexités, ses incertitudes, ses espoirs et ses exigences nées de l'urbanisation rapide, de la modernisation, de l'emprise d'internet, des téléphones portables et de l'émancipation d'une partie de la presse écrite, restent encore marquées par les anciens réflexes de gouvernement à coup de slogans politiques, appuyés par la censure, les pressions des syndicats officiels et la toute puissance de la police.

Après la série d'attaques dans les écoles primaires et maternelles, où 15 enfants ont été assassinés par des déséquilibrés dans six établissements scolaires - les attaques les plus meurtrières ont eu lieu le 23 mars dans le Fujian, perpétré par un médecin au chômage - (8 morts) et, le 11 mai, dans le Shaanxi par le propriétaire de l'école privée lui-même (7 morts) - , les médias d'Etat n'ont que très rarement rapporté les commentaires de Wen Jiabao sur la chaîne privée Phoenix télévision de Hong Kong, où le Premier Ministre expliquait que les « contradictions sociales » étaient à la racine des événements.

En revanche, ils ont largement insisté sur les mesures de sécurité spéciales prises dans les écoles. Début juin, le Quotidien du Peuple rapportait une déclaration de Hu Jintao, qui peut difficilement passer pour une analyse des causes profondes des incidents ou une innovation politique : « La société doit accorder de l'importance à la sécurité des écoliers et tout faire pour protéger les enfants de la Patrie ». En fait, dans le sillage des extraordinaires bouleversements en cours, surgissent des tensions auxquelles le Parti est mal préparé.

Lors de la vague de suicides (au total 13 en quelques semaines) dans les usines du géant Taïwanais Foxconn - n°1 mondial de la sous-traitance électronique, 900 000 ouvriers en Chine, dont la moitié à Shenzhen, 2,4 milliards de \$ de revenus annuels nets, 1,4 milliards de taxes payées à la municipalité -, qui fabrique des gadgets pour Apple, Sony, Dell, Nokia ou HP, les familles des victimes ont accusé les autorités locales, qui tirent leurs subsides des taxes payées par les entreprises, d'avoir tenté de camoufler des blessures suspectes sur les corps de certains suicidés.

« La justice ne nous a pas aidés » disent les parents de ces jeunes migrants qui, venus seuls de leur campagnes affronter sans préparation les pièges des grands centres urbains, n'ont pas supporté le déracinement et les conditions de leur nouvelle vie.

L'avocat Li Qiang, Directeur de l'ONG China Labor Watch, explique que même les 20% d'augmentation de salaires promis par la Direction du groupe, n'amélioreront le malaise qu'à la marge : « le rythme de travail est insupportable ; le management est inspiré de l'armée ; on attend des ouvriers qu'ils se comportent comme des machines ; l'ambiance de travail est stérile, personne ne se parle. Il sera très difficile de changer la culture d'entreprise d'une aussi société aussi gigantesque ».

Sans lien apparent, d'autres incidents liés aux conditions de travail se sont développés simultanément dans cette même région, symbole du développement de la Chine, « usine du monde ». A la mi mai, à seulement une centaine de kilomètres au nord-ouest de l'usine Foxconn de Shenzhen, a éclaté, au sein de l'usine Honda de Foshan, située dans le vaste réservoir de main d'œuvre de la Rivière des Perles, une des plus grandes grèves jamais enregistrées au sein d'une multinationale en Chine.

Là aussi, le pouvoir, en l'absence d'un syndicat autonome représentant les ouvriers, s'est trouvé démuné et hésitant. Après une remarquable période de transparence initiale, les médias officiels ont cessé de rendre compte de la situation. « La négociation est impossible » a constaté le responsable du syndicat officiel du district de Hainan où est située l'usine, tandis que les ouvriers en grève s'insurgeaient contre le parti-pris pro-patronat du syndicat : « comment se fait-il que des syndicalistes chinois battent des ouvriers chinois ? ».

Les conflits du travail ne sont pas nouveaux en Chine. Cette fois pourtant, la grève, que le pouvoir a laissé se développer, semble marquer un tournant. La nature des revendications, centrées non pas sur une faute ou une violation légale de la direction qui fondent la plupart des conflits sociaux, mais sur les salaires et l'amélioration des conditions de travail, de même que la dimension de la crise - les 4 autres usines Honda en Chine ont été stoppées après l'arrêt de la fabrication des boîtes de vitesse et de pièces moteur essentielles -, indiquent que le rapport de forces, jadis en faveur des entreprises appuyées par les cadres locaux, est peut-être en train de glisser du côté de la main d'œuvre, devenue plus rare et plus rétive.

« Les ouvriers semblent bien organisés et savent ce qu'ils font », rapporte le South China Morning Post. « Ils se coordonnent par SMS, ou par internet et réclament une augmentation de 50% de leur salaire, de 1500 à 2300 Yuan mensuels (280 Euros) et exigent que le représentant du syndicat officiel, traditionnellement proche de la direction et du Parti, soit élu par les ouvriers ».

Le 1er Juin, l'International Herald Tribune, citait Tomoo Marukawa, spécialiste de l'économie chinoise à l'université de Tokyo : « le Japon commence à prendre conscience que la période des bas salaires tire à sa fin en Chine. Les sociétés qui envisageaient l'implantation en Chine dans le seul but d'abaisser leurs coûts devront réviser leur stratégie ».

Ces réflexions hantent aujourd'hui la plupart des responsables des entreprises chinoises et étrangères, dans un contexte où les augmentations (entre 20 et 30%) accordées dans l'urgence et sous la pression aux ouvriers de Foxconn et Honda feront tâche d'huile.

Quant au Bureau Politique, il devra s'ajuster très vite au nouveau rapport de forces qui confère à la main d'œuvre un pouvoir de pression sans précédent. La grève des migrants, l'hiver dernier, avait sonné la première charge de cette nouvelle bataille, dont l'enjeu est aussi politique -. Li Qiang, déjà cité, explique que « Les ouvriers de Honda protestent contre une distribution des richesses très inégale et exigent que le pouvoir leur accorde plus d'attention ».

Toutes les enquêtes montrent en effet que l'écart des richesses a atteint un niveau alarmant. En 20 ans, la part des salaires dans le PIB est passée de 57% à 30% tandis que, dans le même temps, la part du retour sur investissement qui mesure les gains des entreprises a augmenté de 20%. Le pouvoir connaît les risques de cette dérive.

Le 10 mai dernier, l'agence officielle Xinhua, téléguidée par le Bureau Politique, publiait une dépêche alarmante, soulignant que « l'écart de richesses en Chine avait atteint les limites de la tolérance sociale ». La mise en garde faisait suite à un rapport de l'Académie des Sciences Sociales dont des extraits ont été publiés par le China Daily, le 9 janvier 2010 : « les écarts de revenus entre les différents secteurs de la société sont les principales menaces contre la stabilité sociale. »

Ainsi, les secousses sociales du delta de la Rivière des Perles, marquent-elles peut-être la fin d'une période où la croissance de la Chine s'alimentait des faibles coûts de la main d'œuvre émigrée des zones rurales. Elles interpellent le Parti sur le terrain de « l'harmonie sociale », dont il a lui-même fait une priorité et prennent à contrepied les connivences entre le pouvoir et les entreprises, principales sources de revenus de l'administration locale.

Aujourd'hui c'est sous la pression de « la base », amplifiée par une très dense couverture médiatique internationale et l'effervescence des échanges Internet, que le Bureau Politique sera contraint d'ajuster ses anciens schémas de développement pour accompagner la transition socio-économique du pays. En priorité, il devra se pencher en urgence sur la question de la répartition des richesses et accorder une attention plus grande au statut des 145 millions de migrants.